

ARRÊTÉ DU MAIRE

Département du Val d'Oise
Arrondissement de Sarcelles
Canton de Domont

Service Technique
VB/AJ
N° 2023 / 106

OBJET : ARRÊTÉ TEMPORAIRE RÈGLEMENTANT LA CIRCULATION ET AUTORISANT LES TRAVAUX DE RACCORDEMENT AU RESEAU D'EAUX PLUVIALES AU DROIT DU N° 92 BIS AVENUE DU GENERAL LECLERC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-PRIX DU LUNDI 17 JUILLET AU LUNDI 31 JUILLET 2023.

Le Maire de SAINT-PRIX,

- VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,
- VU** Le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,
- VU** L'article R610-5 du Code Pénal
- VU** Les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,
- VU** L'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes
- VU** L'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

CONSIDERANT la demande formulée par l'entreprise SARL BORAN BATI SERVICES, impasse de l'Abreuvoir 60320 Boran sur Oise, afin de réaliser des travaux de raccordement au réseau d'eaux pluviales au droit du n°92 bis avenue du général Leclerc à Saint-Prix, pour le compte du Syndic Les Rossignols ;

CONSIDERANT que ces travaux peuvent entraîner une modification de la circulation et du stationnement,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Du lundi 17 juillet au lundi 31 juillet 2023, l'entreprise SARL BORAN BATI SERVICES est autorisée à réaliser des travaux de raccordement au réseau d'eaux pluviales au droit du n°92 bis avenue du général Leclerc à Saint-Prix.

ARTICLE 2 - Les travaux seront réalisés en journée entre 09h00 et 16h00.

ARTICLE 3 - Les travaux devront impérativement être achevés le lundi 31 juillet 2023, pour permettre l'intervention de l'entreprise COLAS qui réalise la couche de roulement de la chaussée du 1^{er} au 03 août 2023.

ARTICLE 4 - Pour des raisons de sécurité et en fonction des besoins de l'avancement des interventions, les restrictions suivantes seront imposées au droit du chantier :

- ✓ La circulation de l'avenue du général Leclerc sera maintenue et alternée manuellement ;
- ✓ La vitesse sera limitée à 30 km/h ou à l'allure du pas ;

ARTICLE 5 - L'entreprise SARL BORAN BATI SERVICES devra utiliser des véhicules équipés de signalisation ainsi que des équipements individuels de protection pour les agents travaillant sur la voie publique, lors des travaux et selon les normes en vigueur. L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant toute la période du chantier.

ARTICLE 6 - L'entreprise SARL BORAN BATI SERVICES devra s'organiser pour permettre les accès libres à tout instant :

- ✓ Aux services de police et moyens de secours ;
- ✓ Aux riverains d'accéder à leurs propriétés
- ✓ Aux divers passages de véhicules de collectes des déchets
- ✓ Aux transports en communs, sur leurs itinéraires.

ARTICLE 7 - Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilités réduites. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.

ARTICLE 8 - Les fouilles sous trottoir seront balisées et refermées le soir. Après travaux le trottoir et la chaussée devront être nettoyés et remis en état. Les reprises des différentes natures de revêtement devront être exécutées à l'identique de l'existant.

ARTICLE 9 - Après travaux, les rues impactées seront remises en circulation normale. Les travaux de réfections définitives seront à réaliser en accord avec les services techniques de la commune. La chaussée et les trottoirs devront être nettoyés et remis en état. Les pavés et bordures devront être scellés.

ARTICLE 10 - En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.

ARTICLE 11 - Le présent arrêté et les panneaux d'information seront affichés en tous points utiles et sous contrôle de la direction des Services Techniques.

ARTICLE 12 - Le Directeur Général des Services de la commune de Saint-Prix, le Commissaire divisionnaire de police d'Ermont, le responsable de la police municipale de Saint-Prix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 13 - Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise SARL BORAN BATI SERVICES ;

Une copie sera adressée à :

- Madame la Directrice Général des services du S.I.A.R.E,
- Monsieur le chef de centre du corps des sapeurs-pompiers d'Eaubonne,
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police d'Ermont,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale de Saint-Prix,
- Messieurs les chefs des services Territorial des routes Départementales, Rives de Seine et Vallée de Montmorency pour ce qui concerne les voies départementales.
- Messieurs les techniciens du Syndicat Emeraude, Les Calèches de Versailles, IDEO Environnement.
- Messieurs les responsables d'exploitation des services de transport Transdev.

Saint-Prix, le 13 juillet 2023

Céline VILLECOURT




Le Maire de Saint-Prix
Vice-Présidente du Conseil Départemental

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le 13/07/2023

Arrêté N° 2023 / 106